Gestion de trésorerie en stablecoins

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

De nombreux groupes conservent une partie de leur trésorerie en stablecoins, car ceux-ci évitent la volatilité de leur propre jeton et les frictions de la monnaie fiat. Cette pratique soulève trois questions juridiques que les trésoriers posent rarement. La première est le risque de contrepartie. Un stablecoin est une créance sur son émetteur : la protection du détenteur dépend donc des réserves de l'émetteur, de ses conditions de remboursement et du droit qui régit la créance. L'USDC est émis par Circle en vertu des lois des États américains sur la transmission de fonds et, depuis le GENIUS Act, du cadre fédéral américain applicable aux payment stablecoins. L'USDT est émis par Tether sous le régime du Salvador. Les stablecoins en franc suisse sont émis par des émetteurs suisses selon la construction de dépôt ou de garantie que décrit la communication FINMA sur la surveillance 06/2024.[1] Un trésorier qui détient 10 millions de S$ en stablecoin devrait savoir lequel de ces régimes s'applique et comment se déroule le remboursement.

La deuxième question est le statut du détenteur au regard de la lutte contre le blanchiment. Selon la FINMA, un émetteur de stablecoins doit identifier tous les détenteurs, de sorte qu'un stablecoin en franc suisse ne peut être détenu que par des personnes identifiées par l'émetteur. Une trésorerie qui acquiert un tel stablecoin sur

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

le marché secondaire sans être identifiée risque de ne pas pouvoir en obtenir le remboursement.[2] Les stablecoins en dollar américain sont librement transférables et remboursables uniquement par les clients institutionnels identifiés de l'émetteur. Une trésorerie qui souhaite se faire rembourser plutôt que vendre doit entrer en relation avec Circle ou Tether ou passer par un intermédiaire réglementé. La troisième question est d'ordre comptable et fiscal. Un stablecoin n'est pas un équivalent de trésorerie au sens des Swiss GAAP ni de l'information financière singapourienne : il est donc comptabilisé comme un actif financier à la juste valeur. Les petits gains et pertes par rapport à l'ancrage sont comptabilisés en résultat. Pour une entité singapourienne, un stablecoin qui se qualifie de digital payment token au sens du GST Act constitue une fourniture exonérée lors de son échange, tandis qu'un stablecoin qui ne s'y qualifie pas, comme un stablecoin indexé sur un panier, constitue une fourniture taxable.[3]

Notes

1. Communication FINMA sur la surveillance 06/2024 du 26 juillet 2024 (émetteurs de stablecoins en tant qu'intermédiaires financiers ; qualification de dépôt ; garanties de défaillance bancaire et leurs exigences minimales). Sur le cadre américain, le Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins Act of 2025 (GENIUS Act), signé le 18 juillet 2025 ; partie O, chapitre IV. ↩
2. Communication FINMA sur la surveillance 06/2024 du 26 juillet 2024, section relative à la LBA (l'émetteur doit vérifier l'identité de chaque détenteur et de l'ayant droit économique ; restrictions de transfert ; les transferts anonymes sont considérés comme interdits). ↩
3. Goods and Services Tax Act 1993, Fourth Schedule, Part I, para. 1(1)(k) et définition du « digital payment token » (qui exclut les jetons indexés sur une monnaie) ; IRAS e-Tax Guide, « GST: Digital Payment Tokens », dans sa version révisée, paras 3.4 à 3.7 (les stablecoins indexés sur une monnaie fiat ne sont pas des DPT aux fins de la GST). Partie M, chapitre III. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com